

Transport : Le gouvernement recule

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 13-04-2009 18:58:34

- **L'examen du projet du code de la route est «reporté»**
- **Les grévistes veulent plus**
- **Les dégâts s'aggravent**

APRÈS six jours de grève des transporteurs, le gouvernement est finalement sorti de sa réserve en diffusant un communiqué. Samedi, ce dernier a en effet annoncé «le report, à une date ultérieure, de l'examen du projet du code de la route au sein de la Chambre des conseillers». Projet qui a fait l'objet d'une protestation à l'échelle nationale perturbant le transport des personnes et des marchandises. Des actes de violence ont été aussi enregistrés et on déplore un mort dans un piquet de grève à Temara, vendredi.

Pour apaiser la tension, le ministre du Transport, Karim Ghellab (qui s'est rendu injoignable), a promis l'organisation de nouvelles réunions à Rabat et dans les différentes wilayas pour recevoir les propositions des professionnels. Mais ces derniers semblent déterminés à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au retrait officiel et définitif du projet. Ainsi, plusieurs syndicats reconduisent, pour une durée indéterminée, le mot d'ordre de grève à partir d'aujourd'hui, lundi. Une décision qui inquiète les opérateurs, notamment les producteurs des fruits et légumes, les exportateurs et les pêcheurs. De fait, plusieurs unités de conserves de poissons à Agadir et Safi ont dû s'arrêter. Les pertes engendreront le chômage technique pour 20.000 postes/jour.

Les producteurs des fruits et légumes ont appelé «à des solutions rapides pour pallier les répercussions du débrayage». L'Association des producteurs et exportateurs de fruits et légumes (Apefel), l'Association des producteurs et exportateurs de maraîchage et primeurs (Aspem) et l'Association des producteurs d'agrumes du Maroc (Aspam) indiquent que la grève a entravé l'approvisionnement des marchés en fruits et légumes, sachant que les besoins sont estimés à 5.000 tonnes par jour. Autre conséquence, une flambée des prix sans précédent. A Casablanca, le marché de gros qui reçoit habituellement un millier de camions quotidiennement, a fonctionné avec seulement quelque 400 camions par jour. A l'heure où nous mettions sous presse, dimanche, l'Apefel nous signale que «toutes les fermes et stations de conditionnement opérant à Biougra, Inezgane, Aït Melloul ou Agadir sont bloquées par de gros barrages de grévistes». La situation s'enlise donc de plus en plus. Les seuls premiers signes de bonne volonté viennent de patrons de fédérations syndicales et propriétaires de flottes de camions. Les deux parties avaient entamé des négociations pour éventuellement reprendre du service dès ce lundi. Mais les négociateurs sont maintenant débordés par les grévistes.

Les impacts de la grève sont ressentis aussi au niveau des ports. L'activité y est fortement perturbée. Elle a entraîné la baisse du rythme de la manutention sur tous les terminaux à conteneurs, notamment céréaliers et vrac, qui constituent la principale activité du port. Plusieurs dizaines de piquets de grève aux quatre coins des ports menacent ceux qui seraient tentés de reprendre le volant de leur camion.

Au port de Casablanca, l'activité a accusé ces derniers jours une baisse de 30% et l'immobilisation de près de 4.200 camions. Selon Abderrahim Chenaoui du Syndicat national du transport sur ports et routes, la situation est devenue intenable pour les importateurs surtout. En plus de ne pouvoir accéder à leurs marchandises, ces derniers sont astreints de payer 500 DH par jour et par conteneur pour effet d'emmagasiner. Une situation qui profite à Marsa Maroc.

Jamal Benjelloun, directeur général de l'Agence nationale des ports (ANP) ne veut pas qu'il y ait amalgame entre la grève des transporteurs et l'activité du port. «Les ports ne sont pas en grève mais celle-ci à un impact certain».

Au port d'Agadir, la situation n'est pas plus reluisante. Plus de 160 camions (bennes et frigorifiques) sont immobilisés depuis plus d'une semaine. Dans la capitale du Souss également, les syndicats ont reconduit le mot d'ordre de grève de 72 heures renouvelables et s'alignent sur le radicalisme des meneurs de cette grève.

Même le maire de Casablanca, Mohamed Sajid, indique à L'Economiste que «tous les chantiers de la ville, notamment les réaménagements des grandes artères, traînent à cause des retards de livraison des matériaux».

A.R. & B.T.
L'économiste